

- Arrêt de la collaboration policière et militaire avec la dictature franquiste !
- Défense des prisonniers politiques d'Espagne, du Chili, du Brésil, de Ceylan, du Sud-Vietnam, d'Israël, de Tchécoslovaquie, de l'U.R.S.S.... et soutien aux peuples en lutte pour leur émancipation nationale et sociale !
- Liberté totale d'activité et de mouvement pour les réfugiés politiques !
- Coordination des organisations et des luttes ouvrières à l'échelle de l'Europe !

27.

Pour un gouvernement des travailleurs ! Pour un gouvernement des organisations ouvrières, appuyé sur la mobilisation des travailleurs !

Avec un président mal élu, le régime Giscard est en sursis. Face aux menaces de crise, aux licenciements, à la vie chère, les travailleurs savent qu'ils ne peuvent attendre une hypothétique victoire électorale. Ils savent qu'ils peuvent arracher leurs revendications par un **troisième tour social** et faire plier le gouvernement. Et, s'il s'obstine, le jeter à bas par la grève générale.

Mais pour garantir durablement les conquêtes ouvrières, il faut aller plus loin, vers la mise en place d'un **véritable gouvernement des travailleurs** ! Un gouvernement des travailleurs, seul capable de satisfaire leurs revendications, d'exproprier le grand capital, d'organiser la planification démocratique de l'économie, de réduire massivement le temps de travail, d'instaurer le monopole d'Etat sur le commerce extérieur, d'épurer les administrations, de démanteler l'Etat fort, d'armer les travailleurs contre la réaction, d'avancer vers les Etats-Unis socialistes d'Europe, réponse ouvrière à l'Europe du capital.

L'Union de la gauche que le P.C.F. et le P.S. opposent comme solution concrète aux gouvernements de la droite illustre dès maintenant la perspective de collaboration de classe de ces partis. Nous devons exiger en tout premier lieu la rupture de tout lien, de tout accord, de toute compromission des organisations ouvrières avec des organisations bourgeoises.

a) Dans une conjoncture comme celle qui a suivi 1968, où le problème du pouvoir n'est pas posé et où n'apparaît pas, dans la conscience des masses la possibilité d'une alternative politique, nous n'avançons que la formule propagandiste du « gouvernement des travailleurs », défini par ses tâches, comme acception populaire de la dictature du prolétariat.

b) Dans une situation de crise pré-révolutionnaire où, à un niveau de masse, est ressentie non seulement la nécessité de changer de gouvernement, mais l'existence d'un rapport de forces créé par la mobilisation des travailleurs qui permette de le faire, la carence, les dérobades des directions réformistes, nous pouvons, en l'absence d'organes soviétiques, être amenés à avancer la formule de « gouvernement P.C.-P.S. » comme formule d'agitation, dont le but est d'élever le niveau de conscience des masses influencées par le réformisme, en leur faisant toucher du doigt la couardise de leurs dirigeants.

c) Dans une situation intermédiaire, comme celle qui s'est ouverte après les élections présidentielles, où l'écrasante majorité des travailleurs s'est clairement prononcée contre le régime actuel, où existe le sentiment de la possibilité d'un changement gouvernemental, nous ne pouvons plus nous contenter d'avancer la formule d'un gouvernement des travailleurs défini par ses tâches, ce qui pourrait

conduire à un contournement de fait de l'existence des organisations ouvrières et de l'alternative qu'elles proposent.

Nous devons au contraire peser sur la contradiction existant entre leur prétention à accéder au gouvernement et leur refus de le faire sur la base d'une mobilisation extra-parlementaire qui détermine toute leur tactique par rapport aux luttes, à leur unification, à leur centralisation. Ce qui implique, d'une part, avancer une formule propagandiste, « gouvernement des travailleurs », « gouvernement des organisations ouvrières » et, **en même temps**, de désigner **nommément** le P.C. et le P.S. en les plaçant devant leurs responsabilités, éduquant ainsi l'avant-garde large dans la bataille à mener à l'égard des travailleurs avancés, influencés par les réformistes.

Avancer dans une telle période la formule **positive** « gouvernement P.C.-P.S. » ne peut avoir que deux conséquences :

- soit une évaluation ultra-gauche de la situation et, partant, du niveau de mobilisation et de conscience des travailleurs, laissant croire que le pouvoir est à portée de la main ; illusion facilement réfutable par les réformistes et passant à côté de la critique essentielle sur les tâches (la centralisation des luttes...);
- soit une ligne opportuniste conduisant inévitablement à une position de soutien critique, présentant de fait le **gouvernement P.C.-P.S.** comme une « étape indispensable » ; position inefficace vis-à-vis des travailleurs avancés, influencés par les réformistes, et méséducatrice, vis-à-vis de l'avant-garde large.

d) Enfin, dans le cadre d'une échéance électorale, nous menons notre bataille essentielle sur les tâches d'un gouvernement qui se réclame des organisations de la classe ouvrière, l'auto-organisation et la rupture avec toute formation ou tout politicien bourgeois.

V. - AUX MASSES COMMENT ?

28.

Notre analyse de la situation politique, de la crise du régime, des réponses réformistes définit le cadre actuel de notre travail dans les masses, les conditions de pénétration de nos mots d'ordre.

Si le rapport de forces entre les partis réformistes et l'avant-garde communiste est écrasant en faveur des premiers, il tend à se modifier du fait de l'émergence et du mûrissement d'une avant-garde large, issue des luttes, et qui rompt durablement avec la pratique réformiste dans les luttes sans adopter spontanément l'intégralité d'un programme révolutionnaire conséquent.

A la question : « A qui s'adressent les révolutionnaires ? » nous répondons : aux masses, bien sûr, mais en tenant compte de leur expérience, des différenciations dans leur niveau de conscience et de leur formes d'organisation. Nous nous adressons aux masses en partant des besoins et des préoccupations qui découlent objectivement de leur situation (et non des besoins tels que les expriment à leur façon les réformistes), pour gagner la confiance qu'elles accordent encore, dans une large mesure, à leurs directions réformistes. Dans cette bataille, l'existence d'une avant-garde large, et notamment d'une avant-garde ouvrière large, nous permet de prendre certaines initiatives quand elles s'imposent, de ne pas rester à la traîne des directions réformistes, de répondre dans la mesure de nos moyens aux tâches mises à l'ordre du jour par le cours des luttes de classe, et de mettre dans l'action les réformistes devant leurs responsabilités.

Si nous devons nous tourner vers les masses, apprendre aux tra-